

(N° 394.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1924.

Projet de loi domaniale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant le vote au cours de la présente session, un projet de loi relatif à des transactions domaniales.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

L'Etat possède à Jupille une parcelle de terrain de 18 a. 85 ca., limitée, d'un côté, par la Meuse, d'un autre, par les dépendances de la station, et des deux derniers par la propriété de la Société anonyme des Etablissements Chévan.

D'après les prévisions, cette parcelle ne sera jamais d'aucune utilité pour l'Etat.

D'autre part, à cause de son exigüité relative et de son état d'enclave, elle est d'une réalisation difficile.

La Société précitée ayant demandé à en faire l'acquisition, l'accord s'est établi aux conditions suivantes :

L'Etat abandonne 18 a. 85 ca. de terrain.

La Société cède en échange 18 a. 84 ca. (17 a. 48 ca. + 1 a. 66 ca.) de terrain, destiné à rectifier les limites des dépendances de la station, et paie une soulte de 5,169 francs, représentant la plus-value de la propriété de l'Etat sur celle de la coéchangiste.

Pour déterminer cette somme de 5,169 francs, il a été tenu compte de la valeur de convenance et de la valeur vénale.

II.

L'Etat a acquis en 1920, à raison d'un franc le mètre carré, un terrain situé à Nieupoort mesurant 4 hectare 84 ares 41 centiares, pour y déposer les décombres de la ville détruite. Remblayé par les soins de l'Office des Régions dévastées, ce terrain est devenu disponible pour la vente.

Aux termes d'un acte passé le 20 novembre 1922, l'État a cédé cette parcelle à la firme « H. de Swarte et C^{ie} », à Nieuport, pour le prix de 41,300 francs, payés comptant, soit approximativement fr. 2.25 le mètre carré.

Les conditions de la cession peuvent être considérées comme favorables aux intérêts du Trésor, eu égard au prix payé lors de l'acquisition par l'État et aux possibilités si limitées d'expansion industrielle auxquelles les régions dévastées resteront longtemps soumises.

D'un travail très sérieux d'expertise auquel l'Administration des domaines s'est livrée avant de décider l'aliénation de gré à gré, il est apparu qu'une exposition en vente publique ne donnerait pas le résultat obtenu en traitant à main ferme avec la firme De Swarte.

III.

Suivant acte du 18 octobre 1900, passé devant M. le Gouverneur de la province de Luxembourg, l'État belge a acheté de la commune d'Herbeumont, en vue de l'établissement du chemin de fer Bertrix-Muno, diverses parcelles de bois d'une contenance totale de 2 hectares 93 ares 73 centiares.

Le tracé primitivement prévu ayant été abandonné, une partie des parcelles achetées, d'une contenance de 2 hectares 60 ares 70 centiares, est devenue disponible et peut être aliénée au profit du Trésor.

La commune d'Herbeumont a manifesté le désir d'en redevenir propriétaire.

L'accord provisoire s'est fait sur le prix de 8,000 francs, représentant la valeur des biens, qui rentrent ainsi dans le domaine boisé de la commune.

La revente a fait l'objet d'un acte passé, le 15 décembre 1922, devant le receveur de l'Enregistrement et des Domaines, à Paliseul, sous réserve d'approbation par la Législature.

IV.

La société d'habitations à bon marché « Antwerpsche Maatschappij voor Goedkoop Huisvesting », ayant son siège à Anvers, a demandé à l'État belge de lui céder quatre blocs de terrain, détaillés ci-après, situés au Nord d'Anvers, sur les territoires d'Eeckeren, de Merxem et d'Austruweel, entre la chaussée vers Eeckeren et le chemin de fer vers la Hollande.

Ces quatre blocs ont, d'après mesurage, les contenances suivantes :

Bloc I.	87,108 m ² 750
» II	32,341 » 277
» III	13,943 » 756
» IV	47,011 » 002
Total.	180,404 m ² 785

Il sont connus au cadastre :

Section E, n^{os} 332, 333, 334, 340 et partie des n^{os} 330^a, 331, 335^a, 336^a, 337^a, 338^a, 339^a, 341^a, 342^a, 343^a, 344^a, 345^a, et 350^a de la commune Eeckeren ;

Section A, n^{os} 189^a et parties des n^{os} 183, 184^a, 186, 187^a, 188^a, 190, 191^a, 192^a et 193^a de la commune de Merxem ;

Section C, partie des n^{os} 362^b et 365^a de la commune d'Austruweel, actuellement Section G, n° 1784^a de la ville d'Anvers.

La Société susvisée désire acquérir ces terrains dans le but d'y ériger des habitations à bon marché.

Les services compétents assignent à la propriété une valeur de :

3 francs le mètre carré pour le bloc I;

fr. 2.50 » » II et III;

2 francs » » IV.

Le prix de la cession projetée doit donc être fixé comme suit :

Bloc	I.	—	87,108,750 × 3	=	261,326.25
»	II.	—	32,341,277 × 2,50	=	80,853.19
»	III.	—	13,943,756 × 2,50	=	34,859.39
»	IV.	—	47,011,002 × 2	=	94,022.—
Total =					471,060.83

Ce prix ayant été accepté par la Société acquéreuse, l'acte a été réalisé pour permettre la prise de possession et la construction d'un bon nombre de nouvelles maisons.

V.

Des travaux de voirie, décrétés d'utilité publique, ont laissé disponible pour l'État, une parcelle de terrain à Ixelles, d'une contenance totale de 83 a. 77 ca. 48 dm.

La création de nouvelles rues, à établir à Ixelles, permet l'abandon à cette commune, de la dite parcelle.

A concurrence d'une contenance de 63 a. 94 ca. 91 dm² égale à celle que l'État devait affecter à la création des rues projetées, ces excédents sont cédés gratuitement à la commune d'Ixelles et le reste, soit 19 a. 82 ca. 57 dm², à raison de 80,000 francs l'hectare égal, au prix d'acquisition par l'État.

La commune se charge d'exproprier, pour compte de l'État, diverses emprises nécessaires pour l'accès de la gare aux marchandises, à établir au hameau de Boendael.

L'opération apparaissant comme avantageuse, tant pour l'État que pour la Commune, la convention a été signée le 10 juillet 1922, sous réserve d'approbation par la Législature.

VI.

L'État est propriétaire d'une ferme et dépendances sise à Zarren, d'une contenance de 2 ha. 73 a. connue au cadastre, Section A, numéros 803/B, 804/B, 805, 806, 807, 808/A, 809, 810 et 811, pour l'avoir acquise suivant procès-verbal d'adjudication publique dressé par le notaire D'Huveltere, à Ypres, le 5 février 1920.

Cette acquisition a été réalisée par l'Office des Régions Dévastées moyennant le prix principal de 15,475 francs. En ajoutant les frais et accessoires, la dépense totale s'est élevée à environ 17.500 francs.

M. Debruyne, ancien locataire de la ferme, a remis les terres en valeur; il peut,

par conséquent, invoquer le bénéfice de la loi du 9 avril 1921 et continuer l'occupation pendant neuf ans.

L'État n'a pas acquis cette propriété dans un but de conservation. Il est de son intérêt de la vendre, mais le droit d'occupation de M. Debruyne est de nature à écarter les amateurs et forme obstacle à ce qu'il soit procédé, en l'occurrence, par voie d'adjudication publique.

Après négociations, M. Debruyne a consenti à payer le prix de 30,000 francs pour les immeubles dans leur état actuel, prix qui représente la haute valeur du bien.

La vente, dans ces conditions, apparaît donc comme avantageuse pour le Trésor.

VII.

Le Foyer Anderlechtois, société anonyme pour la construction, l'achat, la location et la vente d'habitations ouvrières, établie à Anderlecht, a demandé la cession de quatre excédents de terrain sis en la dite commune et empris pour l'établissement du chemin de fer de Bruxelles-Midi à Gand Saint-Pierre.

Ces terrains, par leur situation en contre-bas de la ligne, n'ont aucune valeur comme terrain industriel, un raccordement au chemin de fer étant impossible. D'autre part, la partie des terrains longeant le railway est grevée de la servitude de franchbord établie par la loi du 15 avril 1843.

La 1^{re} des parcelles, cadastrée section D, ex n° 69a, d'une contenance de 25a 14 ca 17 dm², enclavée entre le chemin de fer et les terrains du Foyer Anderlechtois, ne peut convenir qu'à cette société; sa valeur ne dépasse pas 3 francs le mètre carré.

La situation de la 2^{me} parcelle, cadastrée section D, ex n° 65a, d'une contenance de 59a 94ca 26dm², est plus avantageuse; la dite parcelle se trouve à front de la chaussée de Mons; mais elle ne convient pas pour la bâtisse sur toute sa profondeur; la valeur en a été fixée à 9 francs le mètre carré, prix qui peut être considéré comme très satisfaisant.

La 3^{me} des parcelles dont il s'agit est également enclavée entre le chemin de fer et les propriétés de la société; sa valeur peut être fixée à 4 francs le mètre carré.

La 4^{me} parcelle, de configuration irrégulière est séparée de la 2^{me} par le chemin de fer. Elle n'a toutefois pas comme celle-ci d'accès à la chaussée de Mons. Tenant compte de ce désavantage, l'évaluation à 6 francs le mètre carré paraît bien établie.

Sur ces bases, le prix global atteint la somme de fr. 88,286.85.

Eu égard au but poursuivi par la société acquéreuse (construction d'une cité-jardin), la prise de possession des terrains a été autorisée sans attendre l'approbation des Chambres.

VIII.

Pour permettre l'aménagement de la station de Thourout, la parcelle de terrain à bâtir connue au cadastre section D, n° 614d, de la dite localité pour une contenance de 17 ares 37 centiares, mais ayant d'après mesurage 17 ares 60 centiares et appartenant à la Société Anonyme Intermédiaire de Brasserie à Thourout, doit être acquise en entier par l'État. Les pourparlers en vue de l'achat de ce terrain

n'avaient pu aboutir jusqu'ici, parce que la Société précitée en exigeait un prix beaucoup trop élevé.

Craignant une instance en expropriation, généralement lente et coûteuse, la Société se déclare actuellement disposée à accepter l'offre de l'État, qui s'élevait seulement à fr. 3.50 le mètre carré, à condition que celui-ci lui cède, en échange, un excédent de terrain à bâtir, sis à *Roulers*, section A, n° 352 G/6, d'une superficie de 5 ares 60 centiares.

La Société avait été autorisée par le Tribunal des Dommages de Guerre à reconstruire à *Roulers*, le cabaret qu'elle possédait à *Thourout* et qui avait été démoli par les Allemands.

En achetant le terrain de *Roulers* appartenant à l'État, elle met fin aux pertes qu'elle subit par suite de privation de bénéfices sur la vente de bières.

La parcelle à céder par la Société est estimée à fr. 3.50 le mètre carré, soit pour 17 ares 60 centiares fr. 6,079.50

Le terrain de l'État vaut 25 francs le mètre carré, soit pour 5 ares 60 centiares. 14,000.00

Différence. 7,920.50

égale à la soulte à payer à l'État.

L'échange projeté se fait dans de très bonnes conditions et présente un caractère très rémunérateur pour le Trésor ; il exonère celui-ci du paiement des frais de remploi sur la somme de fr. 6,079.50 ; il crée un point de comparaison favorable pour les expropriations de *Thourout* ; il évite les frais d'une instance judiciaire et met fin à toute revendication de la Société précitée pour préjudice commercial.

IX

L'aménagement transitoire de la station d'Ath nécessite une emprise, notamment dans les parcelles Section A, n°s 466/A et 468/A du cadastre de la dite localité.

L'État a acquis de la Fabrique de l'Eglise toute la parcelle, n° 468/A, afin d'éviter le paiement de fortes indemnités de dépréciation.

Après l'exécution des travaux, deux excédents resteront disponibles. Leur superficie est de 34 a. 33 ca. et de 3 a. 45 ca.

Pour donner un accès à l'excédent de 34 a. 33 ca., qui sans cela aurait été complètement enclavé, l'État a encore acquis une bande de terrain, mesurant 1 a. 55 ca., à prendre dans la parcelle cadastrale Section A, n° 471.

M. Chevalier, propriétaire de la parcelle Section A, n° 466/A, désignée ci-dessus, consent à céder l'emprise de 17 a. 93 ca. à faire dans cette parcelle en échange des excédents de 34 a. 33 ca. et de 3 a. 45 ca. et de la bande de terrain de 1 a. 55 ca. visés plus haut. Il payera à l'État une soulte de 2,171 francs, représentant la différence de valeur des lots échangés.

X

L'État possédait avant la guerre une maison sise à Termonde, Marché-au-Lin, d'une contenance de trois ares soixante-huit centiares. Celle-ci fut détruite par les

événements de la guerre et le Département des Chemins de fer, qui en avait la propriété, ayant décidé de ne pas la faire reconstruire, remit le fonds au Domaine, afin d'aliénation au profit du Trésor.

La Ville de Termonde en avait demandé l'acquisition déjà longtemps avant que la vente fût décidée, en vue de fixer le nouvel alignement de la rue de la Digue et du Marché-au-Lin, décrété par le Gouvernement. Une fois propriétaire du terrain, elle se proposait de le céder, à titre d'échange, contre les portions des biens appartenant aux propriétaires riverains et tombant dans le nouvel alignement de la voirie urbaine (rue de la Digue). On évitera de la sorte de payer des indemnités d'expropriation à ces propriétaires.

L'accord a pu se faire sur le taux de 60 francs le mètre carré, sensiblement égal à la valeur vénale.

La vente à la ville de Termonde portera sur la partie restant disponible après que l'administration des Ponts et Chaussées aura fait l'emprise nécessaire à la réalisation de l'alignement au Marché au Lin.

XI.

En vue de la mise à grande section du canal de Charleroi à Bruxelles en aval de Clabecq, l'Administration des Ponts et Chaussées doit acquérir une emprise de 56 mètres carrés 96 décimètres carrés dans le terrain situé à Anderlecht, Section B, n° 77^d du cadastre, appartenant à MM. Dubrucq-Vandoorslaer, Isidore, industriel, à Anderlecht et Demeulenaere, Oscar, industriel, à Bruxelles.

A côté de cette emprise, l'Etat possède un terrain de 446 mètres carrés 52 décimètres carrés, acquis en 1912, au prix de 31.500 francs l'hectare, dont il n'a pas l'usage. Cet excédent convient particulièrement bien à MM. Dubrucq et Demeulenaere ; leur propriété, qui n'a actuellement que 15 mètres de développement à la digue du canal, en aura 75 mètres par l'adjonction de cette parcelle. MM. Dubrucq et Demeulenaere consentent à faire un échange avec l'Etat aux conditions ci-après ;

MM. Dubrucq et Demeulenaere cèdent 56 mètres carrés 96 décimètres carrés à prendre dans la parcelle, section B, n° 77^d du cadastre d'Anderlecht ;

Ils reçoivent de l'Etat 446 mètres carrés 52 décimètres carrés provenant des parcelles section B, n°s 74^b et 99^a, du cadastre de la même commune.

Ils paieront à l'Etat une soulte de fr. 12.095,99 et effectueront à leurs frais exclusifs les travaux de déblai nécessaires pour mettre les emprises faites dans les parcelles précitées n°s 74^b, 77^d et 99^a au niveau de la digue du canal ; actuellement, ces parcelles sont à environ 3 m. 50 au-dessus de ce niveau ; le cube de terre à enlever est de 2,140 mètres cubes 126 décimètres cubes.

XII.

En vue de l'aménagement de la gare de Jamioulx, le département des Chemins de Fer devait faire une emprise de 1 a. 70 ca. dans la propriété de M. Unger, comprenant une maison avec dépendances et verger, connue au cadastre de la dite commune, Section A, n°s 347^g et 348^b, pour une contenance de 20 a. 70 ca.,

mais n'ayant d'après mesurage que 26 a. 51 ca. Pour éviter de payer une indemnité de dépréciation exagérée, il préfère acquérir toute la propriété.

Il reste disponible une parcelle en nature de verger et de jardin d'une contenance de 24 a. 81 ca. d'après mesurage.

Le même travail d'aménagement précité exige l'expropriation de la parcelle Section A, n° 344a du cadastre de Jamionlx, d'une contenance de 15 a. 95 ca. appartenant à M^{me} Givet-Deck.

Cette expropriée consent à échanger la parcelle Section A, n° 344a contre l'excédent de 24 a. 81 ca. dont il s'agit ci-dessus. Elle paiera à l'État une soulte de fr. 1,545, représentant la différence entre la valeur du lot cédé par l'État et celui abandonné par M^{me} Givet-Deck.

L'opération ainsi envisagée paraît avantageuse pour le Trésor; elle ne peut être réalisée en exécution de la loi générale du 31 mai 1923, sans l'intervention de la Législature.

XIII.

Le département des Colonies a réalisé l'acquisition de l'hôtel de Belle-Vue et de Flandre, situé à Bruxelles, place Royale, n° 7 et 8, en vue de la centralisation de ses services dispersés dans différents immeubles de l'agglomération.

Cette acquisition rend disponibles, notamment, les maisons situées rue de Namur, et rue Bréderode, cadastrées n° 239c, 234a, 232, 231, 230, 229a et 196g, actuellement occupées par le Ministère des Colonies.

La Banque d'Outremer, consent à les acheter aux prix de trois millions cinq cent mille francs (3,500,000).

Un accord est intervenu sur cette base avec l'établissement précité, sous réserve de l'approbation du pouvoir législatif.

Le prix convenu dépasse sensiblement la valeur normale des biens. Si la banque d'Outremer consent à le payer, c'est que les biens ont pour elle une valeur de convenance toute particulière. L'opération se présente donc, en elle-même, comme très avantageuse pour le Trésor. Combinée avec l'achat par l'État de l'Hôtel de Belle-Vue et de Flandre, elle permet une meilleure organisation des services du Département des Colonies.

XIV.

L'État possède à Evergem, le long du canal de Gand à Terneuzen, une bande de terrain de 60 a. 24 ca., connue au cadastre sous la section A, n° 1204bis, susceptible d'aliénation.

A cause de sa configuration, cette parcelle, qui s'étend sur une longueur de 825 mètres et dont la largeur varie de 2^m50 à 10 mètres, n'est pas de réalisation facile.

Elle ne peut en fait intéresser que la Société anonyme « Sinclair Union Petroleum Company of Belgium », dont elle sépare une partie des installations du canal.

Tenant compte de la valeur de convenance que la parcelle en cause peut avoir pour elle, la dite Société a consenti à l'acquérir pour le prix de 30,000 francs.

L'opération peut être considérée comme avantageuse pour le Trésor.

XV.

La loi du 30 décembre 1909, qui a fixé la liste civile pour la durée du règne du Roi Albert, a mis à la disposition du Souverain pour la même durée les habitations royales parmi lesquelles se trouve le Palais de Bruxelles avec toutes ses dépendances, qui comprennent notamment les écuries royales de la rue de Namur et celles de la place du Trône.

L'Administration de la Liste civile du Roi se propose de renoncer à la jouissance des écuries de la rue de Namur, à condition que l'Etat se charge des frais d'aménagement que nécessitent les écuries de la place du Trône.

A ce sujet, nous ne pouvons mieux faire que transcrire une lettre du 15 novembre 1922, adressée au Gouvernement par l'Administration précitée et formulant les desiderata de Sa Majesté.

« MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

» L'Etat met à la disposition de la Couronne, pour le service des écuries, deux
» bâtiments, situés respectivement, rue de Namur et place du Trône.

» Tous deux sont délabrés; leur entretien entraîne des dépenses considérables
» et il est à craindre que, dans un prochain avenir, il faille envisager leur com-
» plète reconstruction tout au moins en ce qui concerne les écuries de la rue de
» Namur.

» S. M. le Roi, très préoccupé des charges que l'Etat aurait à assumer de ce
» chef, a désiré que celles-ci fussent, éventuellement, réduites au strict minimum.

» Réalisant le vœu du Souverain, le Département du grand écuyer a élaboré un
» projet qui comporterait l'abandon des bâtiments rue de Namur : une partie des
» écuries serait transférée à Laeken; place du Trône, on installerait le surplus des
» écuries, les garages, les ateliers, ainsi que le personnel actuellement logé rue
» de Namur.

» Mais pour que ce programme pût être exécuté, il serait nécessaire d'aménager
» en conséquence les bâtiments de la place du Trône.

» Soit que l'Etat se réservât la jouissance de l'immeuble rue de Namur, soit
» qu'il le vendit, il semble qu'il trouverait dans cette opération une compensation
» aux dépenses qu'il assumerait en mettant en état la place du Trône.

« J'ai l'honneur, Monsieur le Premier Ministre, me conformant aux instruc-
» tions du Roi, de soumettre la question à votre jugement. Déjà au lendemain de
» l'armistice il eût été désirable d'entreprendre la réfection de ces bâtiments;
» mais Sa Majesté n'a pas voulu qu'il en fût ainsi espérant que l'on aurait pu
» éviter les grosses réparations en faisant face aux nécessités urgentes. Ajour-
» hui, la Liste Civile n'est plus à même d'assumer la responsabilité d'un état de
» choses qui, s'il n'y était porté remède, pourrait causer à l'Etat, propriétaire
» des biens, des dommages qui iraient en s'aggravant.

» Veuillez agréer...

» *L'Administrateur de la Liste Civile,*

» INGENBLEEK. »

Il a été reconnu que l'aperçu donné quant à l'état d'entretien des propriétés dont il s'agit est parfaitement exact. Si le Gouvernement n'acceptait pas la solution proposée, il serait amené à faire sous peu des dépenses de reconstruction très élevées, principalement aux écuries de la rue de Namur.

On sait, que d'une façon générale, les obligations de la Liste Civile à l'égard des immeubles mis à la disposition de la Couronne sont celles de l'usufruitier.

Aux termes de l'article 605 du Code civil, l'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit; auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

Les grosses réparations mises au compte du nu-propriétaire sont définies par l'article 606 du Code civil. Ce sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières; celui des digues et des murs de soutènement et de clôtures aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

Les réparations d'entretien se divisent en réparations de gros entretien et en réparations de menu entretien ou réparations locatives.

L'article 607 du Code civil stipule que ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

Mais cette dernière disposition n'est pas applicable dans les rapports de l'État avec la Liste Civile. Le Roi n'est pas en effet un usufruitier ordinaire. A ce point de vue, les obligations de l'État propriétaire des biens mis à la disposition de la Couronne, se distinguent nettement de celles du nu-propriétaire ordinaire. Alors que le nu-propriétaire ordinaire n'a pas ce devoir vis-à-vis de l'usufruitier, l'État est tenu de procurer au Souverain la jouissance des propriétés mises à la disposition de celui-ci.

Il en résulte que les travaux dus à la vétusté et au rétablissement de ce qui a été détruit par cas fortuit, visés à l'article 607 du Code civil, sont à la charge de l'État. (Comp. arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles du 27 décembre 1910, *Pas.* 1911, II, 54, confirmé par arrêt de la Cour de Cassation du 6 décembre 1912, *Pas.* 1913, I, 22). En fait, la plupart des travaux qui, en l'absence de la convention envisagée, sont indispensables dès aujourd'hui seraient pour la majeure partie pour compte de l'État.

Pour donner suite aux propositions exposées ci-dessus, le Gouvernement a inscrit au budget des dépenses extraordinaires de l'exercice 1924 un crédit de 2 millions destiné à couvrir les travaux d'aménagement envisagés aux bâtiments de la place du Trône. Ce crédit a été voté par la Chambre des Représentants en séance du 5 juin dernier, sur le rapport de M. Pécher, du 9 mai (document parl. n° 241, p. 30). La Chambre s'est ainsi ralliée par avance au principe de la convention dont il s'agit, qui est appelée à procurer à l'État un avantage important en égard à la valeur du fonds des écuries de la rue de Namur rendu disponible pour la vente.

Ce fonds mesure 47 a. 35 ca.; présentant pour la Banque de Bruxelles, propriétaire riverain, une valeur spéciale de convenance, il a pu être cédé à la Société

Civile Immobilière du Parc, organisme filial de la Banque de Bruxelles, pour le prix de 3,300,000 francs. Cette session, qui a été faite sous réserve de l'approbation de la Législature, apparaît comme très avantageuse au Trésor. Je ne doute pas que les Chambres seront d'avis d'y donner leur adhésion.

XVI.

L'association sans but lucratif « Le Home des enfants du Hainaut » demande la location à long terme de 3 Ha. 05a. 01 ca. environ, de terrains appartenant à l'État et situés à Breedene, au sud des dunes domaniales, le long de la chaussée pavée d'Ostende à Wenduine.

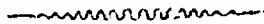
Ce terrain se trouve à proximité de celui donné à bail emphytéotique à la Société royale de Philanthropie de Bruxelles, en vertu de l'article 2, n° 5, de la loi du 3 août 1922. Tout comme pour la Société royale de Philanthropie, l'emplacement est destiné à l'érection d'une colonie pour enfants ayant besoin de faire une cure aux bords de la mer. Il est formellement entendu, d'une part, que l'établissement accueillera indistinctement et sans préférence tant les enfants des écoles officielles que ceux des écoles libres; d'autre part, qu'aucun enfant atteint de maladies contagieuses ne pourra séjourner dans l'établissement.

Le projet réunit le concours de nombreux philanthropes. Le Gouvernement estime qu'il est de son devoir d'en faciliter la réalisation, en concédant à l'Association qui vient de se créer un bail emphytéotique d'une durée de nonante-neuf ans.

Le fermage de 300 francs l'hectare à payer annuellement par l'Œuvre représente d'ailleurs la bonne valeur locative des biens.

*Le Premier Ministre :
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1924.

Ontwerp van domaniale wet

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Ingevolg 's Konings bevelen, heb ik de eer aan de beraadslaging der Wetgevende Kamers te onderwerpen, met beleefd verzoek daarover in den loop van deze zitting stemming uit te brengen, een ontwerp van wet betreffende domaniale overeenkomsten.

De volgende overwegingen verantwoorden het ontwerp :

I.

De Staat bezit onder Jupille een perceel grond van 18 a. 83 ca., begrensd van een kant door de Maas, van een anderen kant door de afhangselen der statie en van de twee laatste kanten door het eigendom van de naamlooze vennootschap « Etablissements Chévaux ».

Volgens de voorzieningen, zal dit perceel nooit voor den Staat van eenig nut wezen.

Anderzijds, is hetzelfde, om reden van zijne betrekkelijke engte en van zijn staat van ingesloten perceel, moeilijk vatbaar voor tegeldemaking.

Daar bedoelde vennootschap ervan de aankoop heeft aangevraagd, is men overgeeng gekomen als volgt : 18 a. 83 ca. grond wordt afgestaan door den Staat.

De Vennootschap staat af in ruiling 18 a. 84 ca. (17 a. 18 ca. + 1 a. 66 ca.) grond, bestemd tot de rechtlegging van de grenzen der afhangselen der Statie, en zij betaald een opleg van 5,169 frank, zijnde de meerwaarde van het eigendom van den Staat tegenover dit van de mederuilster.

Voor de bepaling dezer som van 5,169 frank, werd rekening gehouden met de aangelegenheids- en verkoopbare waarden.

II.

De Staat heeft, in 1920, tegen één frank den vierkante meter een grond gelegen te Nicupoort, metende 1 ha. 83 a. 41 ca. aangeworven, om er de afbraak

der vernielde stad te storten. Aangevuld door de zorgen van den Dienst der Verwoeste Gewesten is deze grond beschikbaar geworden voor de verkoop.

Luidens eene akte verleden op 20 November 1922, heeft de Staat dit perceel afgestaan aan de firma « H. De Swarte en Cie », te Nieupoort, tegen den prijs van 41,300 frank kontant betaald, hetzij bij benadering fr. 2.25 den vierkante meter.

De voorwaarden van den afstand mogen als voordeelig aan de belangen van de Schatkist beschouwd worden, in aanmerking van den tijdens den aankoop door den Staat, betaalden prijs en van de zoo beperkte mogelijkheid voor nijverheidsuitbreiding, waaraan de Verwoeste Gewesten langen tijd zullen onderworpen blijven.

Uit een zeer ernstig schattingswerk, waartoe het beheer der Domeinen is overgegaan alvorens de vervreemding uit der hand te beslissen, is gebleken, dat eene aanbieding bij openbare verkoop de uitslag niet zou gegeven hebben welke men bekomen heeft door uit der hand overeen te komen met de firma De Swarte.

III.

Ingevolge akte van 18 October 1900, verleden vóór M. den Gouverneur der Provincie Luxemburg, heeft de Belgische Staat, met het inzicht der inrichting van den ijzerenweg, Bertrix-Muno, van de gemeente Herbeumont, verscheidene perceelen bosch, eener gezamenlijke inhoudsgrootte van 2 ha. 93 a. 73 ca. aangekocht.

Daar aan het aanvankelijk voorziene plan werd verzaakt, is een gedeelte der aangekochte perceelen, eener inhoudsgrootte van 2 ha. 60 a. 70 ca. beschikbaar gekomen en mag het ten voordeele der Schatkist vervreemd worden.

De gemeente Herbeumont heeft het verlangen bekend gemaakt, ervan weder eigenaar te worden.

Een voorloopige overeenkomst werd getroffen tegen den prijs van 8,000 frank, zijnde de waarde der goederen, welke alzoo opnieuw in het beboschte domein der gemeente terugkeeren.

De herverkoop heeft het voorwerp uitgemaakt van eene akte, verleden op 15 December 1922, vóór den ontvanger der Registratie en Domeinen, te Palisoul, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving.

IV.

De Maatschappij voor goedkope woningen « Antwerpsche Maatschappij voor Goedkope Huisvesting », hebbende haar zetel te Antwerpen, heeft aan den Belgischen Staat den afstand gevraagd van vier blokken grond, hierna omschreven, gelegen ten Noorden van Antwerpen, grondgebied van Eeckeren, Merxem en Austruweel, tusschen den steenweg naar Eeckeren en den Spoorweg naar Holland.

Deze vier blokken hebben, volgens meting, volgende oppervlakte :

Blok I	87,108 m² 750
» II	32,341 » 277
» III	13,943 » 756
» IV	47,011 » 002
Totaal.	180,404 m² 785

Zij zijn bekend ten kadaster : Sectie E, n° 332, 333, 334, 340 en deelen van nummers 330^a, 331, 335^a, 336^a, 337^a, 338^a, 339^a, 341^a, 342^a, 343^a, 344^a, 345^b en 350^a der gemeente Eeckeren ;

Sectie A, n° 189^a en deelen van nummers 183, 184^a, 186, 187^a, 188^a, 190, 191^a, 192^a en 193 der gemeente Merxem.

Sectie C, deelen van nummer 362^b en 365^a der gemeente Austruweel, thans Sectie G, n° 1784^a der stad Antwerpen.

Bedoelde vennootschap wenscht die gronden aan te koopen met het doel er goedkoope woningen op te richten.

De bevoegde diensten kennen aan het eigendom een waarde toe van :

3 frank den meter vierkant voor blok I ;

2.50 fr. — voor blok II en III ;

2 frank — voor blok IV.

De prijs van den ontworpen afstand moet dus vastgesteld worden als volgt :

Blok I,	87108,750 × 3 =	261,326.25
— II,	32344,277 × 2.50 =	80,853.19
— III,	13943,756 × 2.50 =	34,859.39
— IV,	47014,002 × 2 =	94,022.—
Totaal.		471,060.83

Deze prijs door de aankoopende vennootschap aangenomen geweest zijnde, is de akte verwezenlijkt geworden om de inbezitting en het bouwen van een groot getal nieuwe huizen toe te laten.

V.

Het uitvoeren van wegeniswerken, uit reden van openbaar nut besloten, heeft een stuk grond groot 83 a. 77 ca. 48 dm², te Elsene gelegen, voor den Staat beschikbaar gelaten.

Het aanleggen van nieuwe straten te Elsene laat de afstand toe aan deze gemeente van bedoeld perceel.

Deze overschotten zijn tot beloop eener oppervlakte van 63 a. 94 ca. 91 dm² dewelke overeenstemt met degene die den Staat moest aanwenden voor aanleggen der ontworpen straten kosteloos aan de gemeente Elsene afgestaan ; het overige of 19 a. 82 ca. 57 dm² mits den prijs van 80.000 frank de hektaar gelijkstaande met den aankopprijs door den Staat betaald.

De gemeente gelast zich met het onteigenen, voor rekening van den Staat, van verscheidene innemingen noodig voor den toegangsweg tot de goederenstatie aan te leggen op het gehucht Boendael.

Daar de bewerking als voordelig voorkomt zoowel voor den Staat als voor de gemeente, is de overeenkomst op 10 Juli 1922, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht, onderteekend geweest.

VI.

De Staat bezit een hofstedecken met afhangen, gelegen te Zarren, eener inhoudsgrootte van 2 ha. 73 a., bekend ten kadaster Sectie A, nummers 803/B,

804/B, 805, 806, 807. 808/A, 809, 810 en 811, om het aangekocht te hebben bij proces-verbaal van openbare toewijzing opgemaakt door notaris d'Huveltere, te Yper, op 5 Februari 1920.

Deze aankoop werd tot stand gebracht door den Dienst der Verwoeste Gewesten, mits den hoofdkoopprijs van 15.473 frank, met toevoeging der onkosten en bijhoorigheden, heeft de gezamenlijke uitgave ongeveer 17,500 frank bedragen.

M. De Bruyne, oud pachter der hofsiede, heeft de landen opnieuw bewerkt; hij kan bijgevolg het voordeel der wet van 9 April 1921 invoeren en de bezetting gedurende negen jaar voortzetten.

De Staat heeft dit eigendom niet aangekocht met het doel het te bewaren. Zijn belang eischt dat het verkocht worde, doch het bezettingsrecht van M. De Bruyne is van aard om de gegadigden te verwijderen en verzet er zich tegen, dat, in het huidige geval, gehandeld worde door middel eener openbare verkooping.

Na onderhandelingen, heeft M. De Bruyne erin toegestemd den prijs van 30.000 frank te betalen voor de bedoelde goederen in hunne huidige staat, prijs welke de hoogere waarde ervan vertegenwoordigt.

De verkooping onder deze voorwaarden blijkt dus voordelig voor den Staat.

VII.

Le Foyer Anderlechtlois, naamlooze vennootschap, voor het bouwen, aankopen, verhuren en verkoopen van werkmanswonen gevestigd te Anderlecht heeft den afstand gevraagd van vier overschotten van grond gelegen binnen gezegde gemeente en aangeworven voor de aanlegging van den ijzerenweg Brussel-Zuid naar Gent Sint-Pieters. Deze gronden, door hunne ligging beneden het peil der lijn, hebben geene waarden als nijverheidsgrond, daar eene verbindingspoor met den ijzerenweg onmogelijk is. Anderzijds is het deel der gronden, langs de sporen gelegen, bezwaard met de erfdienstbaarheid van vrijen oever, vastgesteld door de wet van 15 April 1843.

Het eerste der perceelen, gekadastréerd Sectie D, deel van 69^a, eener inhoudsgrootte van 25 a. 14 ca. 17 dm² ingesloten tusschen den ijzerenweg en de gronden van het Foyer Anderlechtlois kan slechts voor deze vennootschap geschikt zijn; zijne waarde overtreft niet 3 frank den vierkanten meter.

De ligging van het 2^{de} perceel, gekadastréerd Sectie D, deel van 65^a, eener inhoudsgrootte van 59 a. 94 ca. 26 dm² is voordeliger, gezegd perceel paalt aan den steenweg op Bergen. Doch het is voor het bouwen niet geschikt op gansche zijne diepte; de waarde ervan werd op 9 frank den vierkanten meter bepaald, prijs welke als zeer voldoende mag worden aanzien.

Het derde der perceelen waarvan sprake is, ook ingesloten tusschen den ijzerenweg en de eigendommen der Maatschappij; zijne waarde mag op 4 frank den vierkanten meter bepaald worden.

Het vierde perceel, van onregelmatigen vorm, is door den ijzeren weg van het tweede perceel afgescheiden. Het heeft echter niet zooals dit laatste toegang tot den steenweg op Bergen. Rekening houdende van dit nadeel, schijnt de schatting aan 6 frank den vierkanten meter goed gevestigd.

Op deze grondslagen, bereikt de gezamenlijke prijs de som van fr. 88,286.85.

In aanmerking van het door de Maatschappij koopster vervolgde doel (opbouwen van een tuinvijk) werd de inbezitneming der gronden toegestaan, zonder de goedkeuring der Wetgevende Kamers af te wachten.

VIII.

Met het oog op de inrichting der statie te Torhout moet het perceel bouwgrond, bekend ten kadaster Sectie D, n° 614/^a van bedoelde plaats, voor eene oppervlakte van 17 a. 37 ca., maar groot volgens afmeting 17 a. 60 ca., en toebehoorende aan de Naamlooze Vennootschap Intermédiaire de Brasserie, te Torhout, voor zijn geheel door den Staat aangeworven worden. Totnogtoe hadden de onderhandelingen tot den aankoop van dien grond niet kunnen slagen, omdat de Vennootschap een veel te hoogen koopprijs eischte.

Daar zij een over 't algemeen traag- kostelijk onteigeningsgeding vreest, verklaart de vennootschap zich thans bereid om het aanbod van den Staat, hetwelk slechts 3.50 fr. den vierkanten meter bedroeg te aanvaarden, onder de voorwaarde dat deze laatste haar in ruiling, een overschot van bouwgrond gelegen te Rousselaere, Sectie A, n° 352 G/6, voor eene oppervlakte van 5 a. 60 ca. afstaat. De vennootschap was door de Rechtbank van Schadevergoeding gemachtigd geweest, om het drankhuis, dat ze bezat te Thourout en dat door de Duitschers was vernield geweest, te Rousselaere te herbouwen.

Door het aankopen van den grond te Rousselaere toebehoorende aan den Staat, stelt zij een einde aan de verliezen welke zij ondergaat wegens gebrek aan winsten op de verkoop van bieren.

Het aan de Vennootschap over te laten perceel wordt geschat op	
3.50 fr. den vierkanten meter voor 17 a. 60 ca.	6,079.50
De grond van den Staat is 23 frank den vierkanten meter	
waard, hetzij voor 5 a. 60 ca.	14,000. »
Vershil	7,920.30

gelijk aan den opleg uit te keeren aan den Staat.

De ontworpen ruiling geschiedt onder zeer gunstige voorwaarden en biedt voor de Schatkist een zeer winstgevend karakter; hij stelt deze vrij van de betaling der kosten van wederbelegging op de som van 6,079.50 frank; hij sticht een voordeelig vergelijkingspunt voor de onteigeningen te Thourout, hij vermijdt de onkosten van een rechterlijk geding en verijdt allen eisch van wege bedoelde vennootschap, hoofdens nadcel op handelsgebruik.

IX.

De voorloopige inrichting der statie te Ath maakt onder meer eene inneming noodzakelijk in de perceelen Sectie A, nummers 466/^a en 468/^a van het kadaster van bedoelde plaats.

De Staat heeft van de Kerkfabriek gansch het perceel n° 468/^a verkregen, ten einde de uitkeering van belangrijke vergoedingen voor waardevermindering te vermijden.

Na de voltooiing der werken, zullen twee overschotten beschikbaar blijven. Hunne oppervlakte bedraagt 34 a. 33 ca. en 3 a. 45 ca.

Om toegang te verleen en aan het overschot van 34 a. 33 ca. hetwelk, zonder dit, gansch zou ingesloten zijn, heeft de Staat nog eene strook gronds aangevorven, metende 1 a. 55 ca. te nemen in het kadastraal perceel, sectie A, nummer 471.

M. Chevalier, eigenaar van het hooger gemeld perceel sectie A, nummer 466*, stemt in den afstand toe der inneming van 17 a. 93 ca. te doen in dit perceel in ruiling van de hooger bedoelde overschotten van 34 a. 33 ca. en van 3 a. 45 ca., en strook gronds van 1 a. 55 ca. Hij zal aan den Staat een toelag van 2,471 frank uitkeeren, zijnde het verschil in waarde der verruilde loten.

X.

De Staat bezat vóór den oorlog een woonhuis gestaan te Dendermonde, Vlasmarkt, eener oppervlakte van drie aren acht en zestig centiaren. Dit huis werd door de oorlogsgebeurtenissen vernield en het Departement van Uzerwegen, dat ervan eigenaar was, besloten hebbende hetzelfde niet herop te bouwen, deed overgave van den grond aan het Domein, ten einde tegeldemaking ten voordeele der Schatkist.

De stad Dendermonde had ervan de aankoop aanzoekt reeds lang voor de verkoop ingesloten werd, ten einde de nieuwe rooiingslijn der Dijkstraat en der Vlasmarkt, beslist door de Regeering, vast te stellen. Eens eigenares van den grond, stelde ze zich vóór denzelven af te staan bij wijze van ruiling tegen de gedeelten der goederen toebehoorende aan de aangrenzende eigenaars en vallende in het nieuwe rooiingsplan der stedelijke wegenis (Dijkstraat). Derwijze zal de uitkeering van vergoedingen voor onteigening aan bedoelde eigenaars vermeden worden.

Overeen werd gekomen tegen 60 frank den vierkanten meter, zijnde nagenoeg gelijk aan de verkoopbare waarde.

De verkoop aan de stad Dendermonde zal het beschikbaar gedeelte begripen, nadat het Beheer van Bruggen en Wegen de inneming zal gedaan hebben noodzakelijk tot de verwezenlijking der rooiingslijn ter Vlasmarkt.

XI.

Ten einde de vaart van Charleroi naar Brussel op groote doorsnede te brengen, stroomafwaarts over Clabecq, moet het Beheer van Bruggen en Wegen een strook grond van 56 m² 96 aankopen, te nemen in het perceel gelegen te Anderlecht, Sectie B, nummer 77/D van 't kadaster, toebehoorende aan de heeren Dubrueq-Van Doorslaere, nijveraars te Anderlecht, en Demeulenaere Oscar, nijveraars te Brussel.

Nevens deze inneming, bezit de Staat een perceel van 446 vierkante meters 52 vierkante decimeters aangekocht in 1912 mits den prijs van 31,500 frank de hectaar, waarvan hij het gebruik niet heeft. Dit overschot is bijzonder goed geschikt voor de HH. Dubrueq en Demeulenaere; hun eigendom dat thans slechts 13 meters breedte heeft op den oever der vaart zal er 75 hebben door bijvoeging van dit perceel. De HH. Dubrueq en Demeulenaere stemmen erin toe eene ruiling met den Staat aan te gaan onder de hierna aangeduide voorwaarden :

De HH. Dubrucq en Demeulenaere staan af 56 vierkante meters 96 vierkante-decimeters te nemen uit het perceel Sectie B, n^o 77/^a van het kadaster te Anderlecht. Zij ontvangen van den Staat 446 vierkante meters 56 vierkante decimeters voortkomende van de perceelen Sectie B, n^o 74 en 99/^a van het kadaster der zelfde gemeente.

Zij zullen aan den Staat een toelag van fr. 12,095.99 betalen, en uitsluitelijk op hunne kosten de noodige ruimsingswerken uitvoeren, om de innemingen gedaan in de hiervoorvermelde perceelen n^o 74/^b, 77/^a en 99/^a op dezelfde hoogte als de vaartoevoer te brengen. Thans zijn deze perceelen omstreeks 3^m.50 boven deze hoogte; de omvang der wegtenemen aarde is 2,140 cubiek meters 126 cubiek decimeters.

XII.

Met het oog op de inrichting der statie van Jamioulx, moest het Departement van Spoorwegen eene inneming doen van 1 a. 70 ca. in het eigendom van M. Unger, begrijpende een huis met aanhangen en boomgaard, bekend op het kadaster van gezegde gemeente, Sektie A, n^o 347g en 348b, voor eene grootte van 26 a. 70 ca., doch hebbende slechts 26 a. 51 ca. volgens meting. Om de betaling te vermijden eener overdrevene vergoeding voor waardevermindering, heeft het gezegde Departement verkozen den ganschen eigendom aan te koopen.

Een perceel weide en hof inhoudende volgens meting 24 a. 81 ca. is beschikbaar gebleven.

Het zelfde inrichtingswerk vordert ook de onteigening van het perceel Sektie A, n^o 344a van het kadaster van Jamioulx groot 15 a. 95 ca. en toebehoorend aan M^r. Givet-Deck.

Deze onteigende stemt erin toe haren eigendom af te staan in ruiling met deze van 24 a. 81 ca., waarvan spraak hiervoren. Zij zal aan den Staat een opleg betalen van 1,545 frank, het verschil der waarde vertegenwoordigende tusschen het goed afgestaan door den Staat en dit van M^r. Givet.

De verrichting, aldus beschouwd, komt als voordeelig voor de Schatkist vóór, zij mag niet verwezenlijkt worden in uitvoering der algemeene wet van 31 Mei 1923, zonder tusschenkomst der Wetgeving.

XIII.

Het departement van Koloniën heeft den aankoop verwezenlijkt van het « Hôtel de Belle-Vue et de Flandre », gelegen te Brussel, Koninklijke plaats, n^o 7 en 8, met het oog op de centralisatie zijner diensten, verspreid in verscheidene gebouwen der omgeving.

Deze aankoop stelt beschikbaar, inzonderheid de huizen staande Naainsche straat en Brederode straat, gekadastréerd n^o 239c, 234a, 232, 231, 230, 220a en 196g; thans bezet door het Ministerie van Koloniën.

De « Banque d'Outremer » stemt erin toe ze te koopen, voor den prijs van drie millioen vijf honderd duizend frank (3,500,000).

Een overeenkomst is tusschengekomen op deze basis met voornoemde inrichting onder voorbehoud der goedkeuring door de wetgevende macht.

De overeengekomen prijs overtreft merkelyk de normale waarde der goederen. Indien de « Banque d'Outremer » erin toestemt deze te betalen, is het omdat de goederen voor haar eene gansche bijzondere aangelegenheidswaarde hebben. De verrichting komt dus, in haar zelve, als zeer voordelig voor de Schatkist voor. In verband met den aankoop door den Staat van het « Hôtel de Belle-Vue et de Flandre » laat zij een betere inrichting toe, der diensten van het Departement van Koloniën.

XIV.

De Staat bezit te Evergem, langs het kanaal van Gent naar Terneuzen, eene streep grond van 60 a. 24 ca. gekend ten kadaster onder de Sektie A n° 1204bis vatbaar voor vervreemding.

Ter oorzaak zijner ligging, is dit perceel, dat zich uitstrekt op eene lengte van 825 meters en waarvan de breedte verandert van 2^m,50 tot 10 meters niet gemakkelijk te gelde te maken.

Het heeft in feite slechts belang voor de naamlooze vennootschap « Sinclair Union Company of Belgium » waarvan ze een deel der inrichtingen van het kanaal afscheidt.

Rekening houdende met de aangelegenheidswaarde die het kwestieus perceel voor haar kan hebben, heeft bedoelde vennootschap er in toegestemd het aan te koopen voor den prijs van 30,000 frank.

De verhandeling mag als voordelig voor den Staat aanschouwd worden.

XV.

De wet van 30^e December 1909, die de burgerlijke lijst vastgesteld heeft voor den duur der regeering van Koning Albert, heeft voor denzelfden duur ter beschikking gesteld van den Vorst, de koninklijke verblijfplaatsen, waaronder zich het paleis van Brussel bevindt, met al zijne aanhoorigheden, dewelke inzonderheid de koninklijke stallingen der Naamsche straat en deze der Troonplaats omvatten.

Het Beheer der Burgerlijke Lijst van den Koning is voornemens aan het genot der stallingen der Naamsche straat te verzaken, op voorwaarde dat de Staat zich gelaste met de kosten der geschiktmaking die de stallingen der Troonplaats vergen. Te dien opzichte, kunnen wij niet beter doen dan eenen brief van 15 November overschrijven, aan de Regeering gezonden door het voormeld Beheer, behelzende de desiderata van Zijne Majesteit :

« MIJNHEER DE EERSTE MINISTER,

» De Staat stelt ter beschikking der Kroon, voor den dienst der stallingen, » twee gebouwen respectievelijk gelegen Naamsche straat en Troonplaats.

» Beide zijn vervallen; hun onderhoud vergt aanzienlijke uitgaven en er valt » te vreezen, dat in de naaste toekomst hunne volledige herbouwing zal moeten » overwogen worden, ten minste wat betreft de stallingen der Naamsche straat.

» Z. M. de Koning, zeer bezorgd over de lasten die den Staat uit dien hoofde » zou te dragen hebben, heeft gewenscht dat deze, gebeurlijk tot het volstrekt » minimum ingekrompen werden.

» De wensch van den Vorst verwezenlijkende, heeft het Departement van den
 » Opperstalmeester een ontwerp voorbereid dat de ontruiming van de gebouwen
 » der Naamsche straat insluit : een deel der stallingen zou naar Laeken overge-
 » bracht worden; het overige deel der stallingen, de garagen, de werkplaatsen,
 » alsook het personeel, thans gehuisvest in de Naamsche straat, zouden op de
 » Troonplaats gevestigd worden.

» Maar opdat dit programma zou kunnen uitgevoerd worden, zou het noodig
 » zijn de gebouwen der Troonplaats dienvolgens in te richten.

» Hetzij dat de Staat zich het genot voorbehoude van het onroerend goed der
 » Naamsche straat, hetzij dat hij het verkoope, het schijnt dat hij in deze ver-
 » richting eene schadeloosstelling zou vinden der uitgaven die hij zou bekostigen
 » met de geschiktmaking der Troonplaats.

» Ik heb de eer, Mijnheer de Eerste Minister, mij aan de onderrichtingen van
 » den Koning gedragend, de vraag aan uw oordeel te onderwerpen. Onmiddellijk
 » na den wapenstilstand reeds zou het wenschelijk geweest zijn de herstelling
 » der gebouwen te ondernemen; maar Zijne Majesteit heeft zulks niet gewild,
 » hopen de dat men de zware herstellingen zou kunnen vermijden hebben met in
 » de dringende noodwendigheden te voorzien. Heden is de Burgerlijke Lijst niet
 » meer in staat de verantwoordelijkheid op zich te nemen van een staat van zaken
 » die, indien hij niet verholpen wordt, aan den Staat, eigenaar der goederen,
 » schade zou kunnen berokkenen, die steeds zal erger worden.

» Aanvaard, enz...

» *De Beheerder der Burgerlijke Lijst,*

» **INGENBLÉEK.** »

Het is gebleken dat het gegeven overzicht van den staat van onderhoud der
 kwestieuze eigendommen volkomen juist is. Indien de Regeering de voorgestelde
 oplossing niet aanvaardde, zou zij er toe genoodzaakt worden binnen kort zeer
 hooge kosten van herbouwing te doen, bijzonderlijk aan de stallingen der Naam-
 sche straat.

Men weet dat op algemeene wijze de verplichtingen der Burgerlijke lijst ten
 opzichte der onroerene goederen ter beschikking gesteld der Kroon deze van den
 vruchtgebruiker zijn.

Luidens artikel 603 van het burgerlijk wetboek is de vruchtgebruiker alleen
 gehouden tot de onderhoudsherstellingen.

De zware herstellingen blijven ten laste van den eigenaar, ten ware zij veroor-
 zaakt werden bij gebrek aan onderhoudsherstellingen, sedert den aanvang van het
 vruchtgebruik, in welk geval de vruchtgebruiker er ook toe gehouden is.

De zware herstellingen, ten laste van den naakten eigenaar gelegd, zijn
 bepaald door artikel 606 van het burgerlijk wetboek. Het zijn deze der zware
 muren en der gewelven, de herstelling der balken, en der geheele bedekkingen;
 de herstelling der dijken en der steunmuren en van de omheiningen ook in het
 geheel.

Al de andere zijn herstellingen tot onderhoud.

De onderhoudsherstellingen worden verdeeld in herstellingen van groot onder-
 houd en in herstellingen van gering onderhoud of huurdersherstellingen.

Artikel 607 van het burgerlijk wetboek bedingt dat de eigenaar noch de vruchtgebruiker gehouden zijn weder op te bouwen hetgeen door ouderdom gevallen is of hetgeen bij toeval vernield werd.

Maar deze laatste bepaling is niet toepasselijk op de betrekkingen van den Staat met de Burgerlijke Lijst. De Koning is, inderdaad, geen gewoon vruchtgebruiker. Van dit standpunt uit, onderscheiden de verplichtingen van den Staat, eigenaar der goederen ter beschikking gesteld der Kroon, zich duidelijk van deze van een gewonen naakten eigenaar. Terwijl een gewone naakte eigenaar dien plicht niet heeft ten opzichte van den vruchtgebruiker, is de Staat gehouden aan den vorst het genot te bezorgen der eigendommen te zijner beschikking gesteld.

Daaruit volgt dat de werken genoodzaakt door ouderdom en door de herstelling van hetgeen bij toeval vernield werd, bedoeld door artikel 607 van het Burgerlijk Wetboek, ten laste zijn van den Staat (verg. Arrest van het Beroepshof van Brussel, 27 December 1910. *Pas.* 1911, II, 54, bekrachtigd door Arrest van het Verbrekingshof van 6 December 1912, *Pas.* 1913-1-22). In feit, zou het meerendeel der werken die, bij gebrek aan de ontworpen Overeenkomst van nu af reeds onontbeerlijk zijn, voor het grootste deel voor rekening van den Staat zijn.

Om gevolg te geven aan de hiervoren uiteengezette voorstellen, heeft de Regeering in het Budget der buitengewone uitgaven van het dienstjaar 1924 een crediet van 2 miljoen ingeschreven, bestemd om de kosten te dekken der geschiktmaking ontworpen voor de gebouwen der Troonplaats. Dit crediet werd door de Kamers van Volkvertegenwoordigers gestemd in zitting van 5 Juni laatstleden, op het verslag van den Heer Pécher van 9^e Mei (*Parl. Bescheiden*, n° 241, bl. 30). De Kamer heeft zich aldus op voorhand aangesloten bij het principe der overeenkomst waarvan sprake, die geroepen is aan den Staat een belangrijk voordeel te bezorgen, gezien de waarde van den grond der stallingen der Naamsche straat beschikbaar geworden voor den verkoop.

Deze grond heeft eene oppervlakte van 47 a. 35 ca.; daar hij voor de « Banque de Bruxelles », aanpalende eigenaarster, eene bijzondere aangelegenheidswaarde bezit, is hij kunnen afgestaan geworden aan de « Société Civile Immobilière du Parc », bijmaatschappij der « Banque de Bruxelles », mits den prijs van 5 miljoen 300,000 frank. Deze afstand, die geschied is onder voorbehoud der goedkeuring der Wetgeving, komt vóór als zeer voordelig voor de Schatkist. Ik betwijfel niet dat de Kamers van gevoelen zullen zijn er hunne goedkeuring aan te verleen.

XVI.

De Vereeniging zonder winstgevend doel « Le Home des Enfants du Hainaut » vraagt een huurreel van langen duur op ongeveer 3 ha. 5 a. 4 ca. gronden toebehoorende aan den Staat en liggende te Breedene, ten zuiden der domaniale duinen langs den geplaveiden steenweg van Oostende naar Wenduine.

Deze grond bevindt zich in de nabijheid van dezen in eijnspacht gegeven aan de « Société Royale de Philanthropie » te Brussel, krachtens artikel 2, n° 5 der wet van 3^e Augustus 1922. Evenals voor de « Société Royale de Philanthropie » is de bouwgrond bestemd tot de oprichting van een kolonie voor kinderen genoodzaakt eene gezondheidskuur langs de zeekust te doen. Er is uitdrukkelijk verstaan dat

eenerzijds, het gesticht zonder onderscheid noch voorkeur alle kinderen zal opnemen zoowel van de officieele als van de vrije scholen; anderzijds, dat geen enkel kind door eene besmettelijke ziekte aangetast in het gesticht zal mogen vertoeven.

Het ontwerp vereenigt de medewerking van talrijke menschlievende personen.

De Regeering is van oordeel dat het haar plicht is er de verwezenlijking van te vergemakkelijken, met aan de vereeniging welke zich komt te stichten een cijns-pacht toe te staan van negen en negentigjarigen duur.

De door het Werk te betalen prachtprijs van 300 frank de hectaar vertegenwoordigt trouwens de goede huurwaarde der goederen.

*De Eerste Minister,
Minister van Finantiën*

G. THEUNIS.

(12)

PROJET DE LOI
domaniale.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 13 octobre 1922 contenant cession par l'État à la Société anonyme des Établissements Félix Chéveau (en liquidation), d'un terrain de 18 a. 85 ca., situé à Jupille, en échange de deux terrains de 17 a. 18 ca. et de 1 a. 66 ca. sis en la même commune, en moyennant une soulte de 5,169 francs au profit de l'État ;

2° L'acte du 20 novembre 1922, portant vente à la Société en commandite simple « H. Deswarte et C^{ie} » à Nieuport d'un terrain contenant 1 ha. 83 a. 41 ca. situé sous Nieuport, connu au cadastre Section A, numéros 64A/,

ONTWERP
van domaniale wet.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van Financiën, zal in Onzen Naam het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de navolgende overeenkomsten :

1° De akte van 13 October 1922, houdende afstand door den Staat aan de naamlooze vennootschap « Établissements Félix Chéveau » (in likwidatie), van een grond van 18 a. 85 ca., gelegen te Jupille, in ruiling van twee gronden van 17 a. 18 ca. en van 1 a. 66 ca., gelegen onder dezelfde gemeente, en mits een opleg van 5,169 frank in voordeel van den Staat ;

2° De akte van 20 November 1922, behelzende verkoop aan de vennootschap, bij wijze van enkele geldschieting, « H. Deswarte en C^{ie} », te Nieuwpoort, van een grond groot 1 ha. 83 a. 41 ca., gelegen onder Nieuwpoort,

63/C, 63/B, 62/B et 61/F, moyennant le prix de 41,300 francs.

3° L'acte du 15 décembre 1922, portant vente par l'Etat belge à la commune de Herbeumont de terrains boisés d'une contenance de 2 ha. 61 a. 70 ca., sis en la dite localité, connus au cadastre Section A, n° 650/C et partie des n° 650/A et 650/B, moyennant le prix de 8,000 francs ;

4° L'acte du 20 septembre 1923, passé devant le Receveur des Domaines, à Anvers, et contenant vente à la Société Coopérative « Antwerpsche Maatschappij voor Goedkoope Huisvesting », à Anvers, d'un terrain à bâtir situé à Eeckeren, Section E, n° 332, 333, 334, 340 et partie des n° 330/A, 331, 335/A, 336/A, 337/A, 338/A, 339/A, 341/A, 342/A, 343/A, 344/B, 345/B et 350/A ; à Merxem, Section A, n° 189/A et partie des n° 183, 184/A, 186, 187/A, 188/A, 190, 191/A, 192/A et 193/A ; et à Anvers, Section G, n° 1784/A, d'une contenance totale de 18 ha. 4 a. 4 ca. 785, moyennant le prix de fr. 471.060.83 ;

5° L'acte du 10 juillet 1922, portant cession par l'Etat belge à la commune d'Ixelles d'un terrain de 83 a. 77 ca. 48 dm. sis en la dite localité connu au cadastre Section D, n° 64/A, 66/B, 94/G, 94/L, 94/D et 95/L, à titre gratuit jusqu'à concurrence d'une contenance de 63 a. 94 ca. 91 dm. et moyennant le prix de fr. 15,860.56 pour le surplus.

bekend ten kadaster, Sectie A, n° 64/A, 63/C, 63/B, 62/B en 61/F, mits den prijs van 41,300 frank ;

3° De akte van 15 December 1922, behelzende verkooping door den Belgischen Staat aan de gemeente Herbeumont, van beboschte gronden eener inhoudsgrootte van 2 ha. 61 a. 70 ca., gelegen onder bedoelde gemeente, bekend ten kadaster Sectie A, nummer 650/C en deel der nummers 650/A en 650/B, mits den prijs van 8,000 frank ;

4° De akte van 20 September 1923, verleden voor den ontvanger der Domeinen, te Antwerpen, en behelzende verkooping aan de samenwerkende vennootschap « Antwerpsche Maatschappij voor Goedkoope Huisvesting », te Antwerpen, van een bouwgrond, gelegen onder Eeckeren, Sectie E, nummers 332, 333, 334, 340 en deel der nummers 330/A, 331, 335/A, 336/A, 337/A, 338/A, 339/A, 341/A, 342/A, 343/A, 344/B, 345/B, en 350/A ; onder Merxem, Sectie A, nummer 189/A en deel der nummers 183, 184/A, 186, 187/A, 188/A, 190, 191/A, 192/A en 193/A en onder Antwerpen, Sectie G, nummer 1784/A, eener geheele inhoudsgrootte van 18 ha. 4 a. 4 ca. 785, mits den prijs van fr. 471.060.83.

5° De akte van 10 Juli 1922, behelzende afstand door den Belgischen Staat aan de gemeente Elsene van een grond eener inhoudsgrootte van 83 a. 77 ca. 48 dm., gelegen onder bedoelde gemeente, bekend ten kadaster Sectie D, nummers 64/A, 66/B, 94/L, 94/G, 94/D en 95/L, ten kosteloozen titel tot beloop van eene inhoudsgrootte van 63 a. 94 ca. 91 dm², en mits den prijs van fr. 15,860.56 voor het overige.

ART. 2.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1^o A vendre à M. Cyrille Debruynne, cultivateur à Zarren, une ferme avec ses dépendances et terres d'une contenance de 2 ha. 73 a., sise en la dite localité, où elle est connue au cadastre Section A, numéros 803/B, 804/B, 805, 806, 807, 808/A, 809, 810 et 811 pour le prix de 30,000 fr.

2^o A céder de gré à gré à la Société anonyme « Le Foyer Anderlecht » quatre terrains situés à Anderlecht, connus au cadastre Section D, partie des numéros 69/A, 65/A, 118 et 65, contenant respectivement 25 a. 14 ca. 17 dm., 59 a. 94 ca. 26 dm., 6 a. 66 ca. et 40 a. 22 ca., moyennant le prix total de fr. 88,286.85.

3^o A céder à la Société anonyme Intermédiaire de Brasserie, à Thourout, un excédent de terrain à bâtir situé à Roulers, Section A, partie du numéro 352/G-6, d'une contenance de 5 a. 60 ca., en échange d'une parcelle de terre située à Thourout, Section D, numéro 614/D, moyennant paiement par la Société d'une soulte de fr. 7,920.50.

4^o A céder à M. Léon Chevalier, cultivateur à Ath, 34 a. 33 et 3 a. 45, étant des excédents d'emprises faites dans la parcelle Section A, n^o 466/A du cadastre de la dite localité, et 1 a. 55 ca. provenant de la parcelle Section A, n^o 471, en échange d'une emprise de 17 a. 93 ca. à faire dans la parcelle de la Section A, n^o 468/A du même cadastre et moyennant paiement

ART. 2.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd :

1^o Te verkoopen aan M. Cyriel Debruynne, landbouwer te Zarren, een hofstede met zijne aanhoorigheden en landen, eener inhoudsgrootte van 2 ha. 73 a., gelegen onder bedoelde gemeente, alwaar het ten kadaster bekend is Sectie A, 803/B, 804/B, 805, 806, 807, 808/A, 809, 810 en 811 tegen den prijs van 30,000 frank.

2^o Af te staan uit der hand aan de Naamlooze Vennootschap « Le Foyer Anderlecht », vier gronden gelegen te Anderlecht, bekend ten kadaster Sectie D, deel der nummers 69/A, 65/A, 118 en 65, eener inhoudsgrootte volgens meting onderscheidenlijk van 25 a. 14 ca. 17 dm.; 59 a. 94 ca. 26 dm.; 6 a. 66 ca. en 40 a. 22 ca., mits den gezamenlijken prijs van fr. 88,286.85.

3^o Af te staan aan de Naamlooze Vennootschap « Intermédiaire de Brasserie », te Thourout, een overschot van bouwgrond gelegen te Rousselaere, Sectie A, deel van het nummer 352/G-6, eener inhoudsgrootte van 5 a. 60 ca., in ruiling van een perceel grond, gelegen te Thourout, Sectie D, nummer 614/D, mits betaling door de vennootschap van een opleg van fr. 7,920.50.

4^o Af te staan aan M. Léon Chevalier, landbouwer te Ath, 34 a. 33 ca. en 3 a. 45 ca., zijnde overschotten van inneming gedaan in het perceel Sectie A, nummer 466/A van het kadaster der bedoelde gemeente en 1 a. 55 ca. voortkomende van het perceel sectie A, nummer 471, in ruiling van eene inneming van 17 a. 93 ca. te doen in het perceel Sectie A, nummer

par M. Chevalier d'une soulte de 2,171 francs;

5° A céder à la ville de Termonde un terrain situé en la dite ville, Marché au Lin, connu au cadastre, Section D, partie du n° 304/B, d'une contenance de 3 a. environ à raison de 60 francs le mètre carré;

6° A céder à M. Isidore Dubrucq-Van Doorslaer, industriel à Anderlecht, et à M. Oscar Demeulenaere, industriel à Bruxelles, une parcelle de terrain de 446 mètres carrés 52 décimètres carrés provenant des n°s 74/B et 99/A, Section B du cadastre d'Anderlecht, en échange de 56 mètres carrés 96 décimètres carrés à prendre dans la parcelle Section B, n° 77/D du cadastre de la même commune, à charge par les échangeistes de payer à l'Etat une soulte de fr. 12,095.99 et d'effectuer à leurs frais les travaux de déblai nécessaires pour mettre les emprises faites dans les parcelles cadastrales Section B, n°s 74/B, 77/D et 99/A au niveau de la digue du canal;

7° A céder par voie d'échange à Madame Sylvie-Marie Deck, épouse de Monsieur Désiré-Hubert Givet, tourneur en fer, à Jamioulx : a) 2 ares 61 centiares de jardin à prendre dans la parcelle n° 347/G, Section A, du cadastre de la commune de Jamioulx; b) la parcelle en nature de verger renseignée au dit cadastre sous le n° 348/B, Section A, pour une contenance de 23 ares 40 centiares, mais mesurant réellement 22 ares 20 centiares, contre une parcelle de 15 ares 96 centiares, connue au cadastre de Jamioulx, Section A, n° 344/A, moyennant une soulte de 1,545 francs à charge de Madame Givet-Deck.

468/A van hetzelfde kadaster en mits betaling door M. Chevalier van een opleg van 2,171 frank;

5° Af te staan aan de stad Dendermonde eenen grond gelegen in gezegde stad, Vlasmarkt, bekend ten kadaster Sectie D, deel van nummer 304/B, eener inhoudsgrootte van 3 a. omtrent, aan den prijs van 60 frank per vierkante meter;

6° Af te staan aan M. Isidore Dubrucq-Van Doorslaer, nijveraars te Anderlecht, en aan M. Oscar Demeulenaere, nijveraars te Brussel, een perceel grond van 446 m² 52 dm² voortkomende der nummers 74/B en 99/A, Sectie B, van het kadaster van Anderlecht in ruiling van 56 m² 96 dm² te nemen in het perceel Sectie B, nummer 77/D van het kadaster derzelfde gemeente, op last door de mederuilers van eenen opleg van fr. 12,095.99 te betalen aan den Staat en te hunnen koste de noodige effeningswerken uit te voeren om de innemingen gedaan in de kadastrele perceelen Sectie B, nummers 74/B, 77/D en 99/A even hoog te leggen als de kanaaldijk;

7° Af te staan bij wijze van ruiling aan M^{me} Sylvie-Marie Deck, echtgenote van M. Désiré-Hubert Givet, ijzerdraaiers te Jamioulx : a) 2 a. 61 ca. tuin te nemen in het perceel n° 347/G Sectie A van het kadaster der gemeente Jamioulx; b) het perceel boomgaard ingeschreven op gezegd kadaster onder het nummer 348/B der Sectie A voor eenen inhoud van 23 a. 40 ca. maar metende in werkelijkheid 22 a. 20 ca. tegen een perceel van 15 a. 96 ca. bekend op het kadaster van Jamioulx Sectie A, n° 344/A mits eenen opleg van 1,545 frank ten laste van M^{me} Givet-Deck;

8° A céder de gré à gré à la Banque d'Outremer, à Bruxelles, moyennant le prix principal de 3.500,000 francs, l'ensemble des immeubles à Bruxelles, occupés par le Département des Colonies, rue de Namur, n^o 20 et rue de Bréderode, n^o 10 ;

9° A céder de gré à gré à la Société Anonyme « Sinclair Union Petroleum Company of Belgium », dont le siège est à Bruxelles, avenue Galilée, et moyennant le prix principal de 30,000 francs, une parcelle de terrain d'une superficie de 60 ares 24 centiares, connue au cadastre de la commune d'Evergem, sous le n^o 1204/bis partie de la Section A, tenant à la Société acquéreuse, au chemin de halage du canal de Gand à Terneuzen, à Camille Van Kerkvoorde-Roegiers et au ruisseau « Dellaertsloopken ».

ART. 3.

Autorisation est accordée au Ministre des Finances de conclure avec l'administration de la Liste civile du Roi une convention aux termes de laquelle le Souverain renonce, au profit de l'État, au droit de jouissance qui Lui appartient sur les écuries royales de la rue de Namur, à Bruxelles, et leurs dépendances, à la condition que l'État fasse aménager à ses frais les écuries actuelles de la place du Trône, pour leur permettre de servir à leur nouvelle destination prévue par la Liste civile.

Est approuvée la cession consentie le 4 juin 1924, sous réserve de l'entérinement de la Législature, par l'État belge à la Société civile immobilière, moyennant le prix de 5,300,000 fr., de la propriété rue de Namur, servant

8° Af te staan uit der hand aan de Banque d'Outremer te Brussel, mits den hoofdprijs van 3,500,000 frank, den blok onroerende goederen te Brussel gebruikt door het Departement van Koloniën, Naamschéstraat, n^o 20 en Brederodestraat, n^o 10 ;

9° Af te staan uit der hand aan de Naamlooze Maatschappij « Sinclair Union Petroleum Company of Belgium », wiens zetel gevestigd is te Brussel, Galiléelaan, mits den hoofdprijs van 30,000 frank een perceel grond metende 60 a. 24 ca. bekend op het kadaster der gemeente Evergem, onder het n^o 1204/bis der Sectie A, palend aan de koopende maatschappij, aan den trekweg der vaart van Gent naar Terneuzen, aan Kamiel Van Kerkvoorde-Roegiers en aan de beek « Dellaertsloopken ».

ART. 3.

Machtiging wordt aan den Minister van Financiën verleend om met het Beheer der Burgerlijke Lijst van den Koning eene overeenkomst te sluiten luidens dewelke de Vorst ten voordeele van den Staat verzaakt aan het recht van genot dat Hem toebehoort op de Koninklijke stallingen der Naamsche straat te Brussel en hunne aanhoorigheden op voorwaarde dat de Staat te zijnen koste, de huidige stallingen der Troonplaats doet inrichten opdat zij dienstig kunnen wezen voor de nieuwe bestemming voorzien door de Burgerlijke Lijst.

Wordt goedgekeurd de afstand gedaan den 4 Juni 1924, onder voorbehoud der bekrachtiging der Wetgeving, door den Belgischen Staat aan de « Société Civile Immobilière du Parc », mits den prijs van 5,300,000

actuellement aux écuries royales sus-
visées.

ART. 4.

Le Ministre des Finances est autorisé à donner en bail emphytéotique pour une durée de nonante-neuf ans à l'Association sans but lucratif « Le Home des enfants du Hainaut, » un terrain de 3 ha. 05 a. 01 ca. environ à Breedene, destiné à l'érection d'une colonie pour enfants non atteints de maladies contagieuses et ayant besoin de faire une cure aux bords de la mer.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet
1924.

frank, van het eigendom gelegen Naamsche Straat, thans dienende tot de Koninklijke stallingen, hiervoren bedoeld.

ART. 4.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, voor een tijdvak van negen en negentig jaar, in eijnsacht te geven aan de Vereeniging zonder winstgevend doel « Le Home des enfants du Hainaut » een grond van 3 ha. 05 a. 01 ca. ongeveer onder Breedene, bestemd tot oprichting eener kolonie voor kinderen vrij van besmettelijke ziekten en genoodzaakt eene gezondheidskuur langs de zeekust te doen.

Gegeven te Brussel, den 14 Juli
1924.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.